

## Burundi : l'UE s'apprête à sanctionner quatre proches du président Nkurunziza

Arrib News, 29/09/2015 – Source AFP L'Union européenne devrait adopter jeudi des sanctions contre quatre proches du président burundais Pierre Nkurunziza, dont le troisième mandat contesté a entraîné le pays dans une spirale de violence, ont indiqué des sources diplomatiques mardi. Ces sanctions ont obtenu l'accord de principe des 28 Etats membres de l'UE la semaine dernière. Elles devraient formellement être adoptées jeudi, et publiées au Journal officiel de l'UE le lendemain.

Elles consistent en une interdiction de visa et le gel de leurs avoirs dans l'UE. Les quatre personnalités sont des hauts fonctionnaires occupant des postes clés en matière de sécurité, a expliqué une source diplomatique. Le président du Burundi Pierre Nkurunziza ne figure pas parmi les quatre personnes visées car les Européens veulent donner une chance au dialogue avec lui, a précisé un diplomate basé à Bruxelles. Il n'y a pas de sanctions contre des membres du gouvernement, a ajouté une troisième source diplomatique, car l'UE, premier donateur au Burundi, veut garder ouvertes les options pour geler l'argent du développement en vertu de l'article 96 des Accords de Cotonou. Les accords de Cotonou régissent la coopération entre l'UE et les pays de la zone ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). L'article 96 prévoit des consultations, qui peuvent durer 120 jours, lorsqu'une des parties considère qu'un pays ne respecte pas ses engagements démocratiques. Ces négociations préalables à la suspension de l'aide seraient rendues plus compliquées par des sanctions contre des membres du gouvernement. Mais l'UE pourrait utiliser ceci comme une menace pour augmenter la pression afin de trouver une solution politique à la crise qui secoue le Burundi, a poursuivi cette source. La candidature fin avril du président Nkurunziza à un troisième mandat a plongé le Burundi dans une grave crise, marquée par des manifestations étouffées via une sanglante répression, et par une tentative d'ajout d'un coup d'Etat militaire. Les principaux responsables de l'opposition et de la société civile burundaise considèrent ce 3e mandat contraire à la Constitution et à l'accord d'Arusha ayant mis fin à la guerre civile au Burundi qui fit 300.000 morts entre 1993 et 2006. L'opposition avait boycotté l'élection qui a reconduit Pierre Nkurunziza au pouvoir le 21 juillet, lors d'une présidentielle jugée non crédible au niveau international. L'UE avait regretté les conditions de la réélection de Nkurunziza, jugeant que ses résultats n'étaient pas représentatifs. La chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, avait prévu le 23 juillet que l'UE se prépare à adopter des mesures restrictives ciblées contre ceux dont l'action aurait conduit ou conduirait à des actes de violence et de répression, à de graves violations des droits de l'homme, et/ou entraverait la recherche d'une solution politique.